

REÇU LE

1 2 FEV. 2018

CRAUNOT SA
HAUTS DE SEINE

CABINET CRAUNOT Agence Hauts de Seine 56 Avenue de Robinson 92350 Le Plessis Robinson

297

Ref: 1391

Recommandé avec A.R.

Paris, le 05/02/2018

AFFAIRE : COP 34/36/36 BIS BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE - 92100 BOULOGNE

BILLANCOURT

Mission: ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE LA COPROPRIETE

Notre référence: 1391 / SPRO / CFUS

Objet: Notification de taxation d'honoraires

Madame, Monsieur,

Je vous informe de ce que mes honoraires ont été taxés par décision du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE en date du 29/01/2018 à la somme de 2.125,20 € TTC.

Vous trouverez donc sous ce pli copie de mon compte d'administration, laissant apparaître un solde créditeur de 3.631,07€, sur lequel seront directement prélevés mes honoraires.

En application de l'article 104 du 2^{ème} décret du 27 décembre 1985, vous voudrez bien noter que cette décision est susceptible de recours dans les conditions prévues aux alinéas de l'article 714 et aux articles 715 à 718 du Code de Procédure Civile.

Article 714 alinéas 1 et 2 du Code de Procédure Civile :

« L'ordonnance de taxe rendue par le Président d'une juridiction de première instance peut être frappée par tout intéressé d'un recours devant le premier Président de la Cour d'Appel. Le délai de recours est de un mois, il n'est pas augmenté en raison des distances. Le délai de recours et l'exercice du recours dans le délai sont suspensifs d'exécution. »

Article 715 du Code de Procédure Civile :

« Le recours est formé par la remise ou l'envoi au Secrétariat Greffe de la Cour d'Appel, d'une note exposant les motifs du recours.

A peine d'irrecevabilité du recours, copie de cette note est simultanément envoyée à toutes les parties au litige principal. »

Article 716 du Code de Procédure Civile:

« Les parties sont convoquées quinze jours au moins à l'avance par le greffier de la Cour d'Appel.

Le Premier Président ou son délégué les entend contradictoirement.

Il procède ou fait procéder, s'il y a lieu, à toutes investigations utiles. »

Article 717 du Code de Procédure Civile :

« Le Premier Président ou son délégué à la faculté de renvoyer la demande en l'état à une audience de la Cour dont il fixe la date. »

Article 718 du Code de Procédure Civile :

« Les notifications ou convocations sont faites par lettre recommandée avec l'avis de réception.

Lorsqu'elles sont faites par le secrétaire de la juridiction, elles peuvent l'être par simple bulletin si elles sont adressées aux avocats ou aux avoués.»

Vous en souhaitant bonne réception.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Hélène CAUCHEMEZ-LAUBEUF

P.J.: - Copie rapport de fin de mission et demande de taxation d'honoraires

- Copie compte d'administration

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Extrait des minutes du Secréturiat-Graffe da Tribunal de Grande Instance de la Circonscription Judiciaire de Nanterra (Hauts-de-Seine).

DEMANDE DE TAXATION D'HONORAIRES

Période du 5 Juillet 2017 au 8 Janvier 2018

présentée par Maître Hélène CAUCHEMEZ-LAUBEUF Administrateur Judiciaire 37 rue La Fayette - 75009 PARIS

N° Siret: 48756063300033

N° de TVA intracommunautaire : FR93487560633

COP 34/36/36 BIS BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT Affaire:

> N° Greffe Bas: 2017/267

Total HT 1 771,00 € T.V.A.20 % 354,20 € TOTAL TTC 2 125,20 €

L'Administrateur Judiciaire

Le Procureur de la République ne s'oppose

au Parquet, le_

Lionel HOUNAN Procureur de la République adjoint

Honoraires fixés à la somme

NANTERRE

Le président du Tribunal de Grande Inst

EN CONSÉQUENCE

La République Française mande et ordonne à
tous Huissiers de justiles sur ce raquis de mettre les
présentes à suscution.

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs
de la République près les Tribunaux de Grande Instance dy tenir la main.

A tous Commandants et Officiers de la Porce Publique de prêter main-forta lorsqu'ils en seront
légalement requis.

NANTERES L. 24/L. 4/2...

NAMITERRE, 10 3/10/1/2018

La Greiffler en Chaf

de NANTERRE



AFFAIRE : COP 34/36/36 BIS BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE - 92100

BOULOGNE BILLANCOURT

Mission : ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE LA COPROPRIETE

Greffe no: Bas: 2017/267

RAPPORT DE FIN DE MISSION A MADAME LE PREMIER VICE-PREDISENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Le 20/12/2017

Madame le Premier Vice-Président,

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Par ordonnance de votre siège en date du 5 juillet 2017, j'ai été désignée en qualité d'Administrateur provisoire de la copropriété de l'immeuble sis à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), 34/36/36 bis bd de la République.

Cette désignation est intervenue à la requête de la SCI ALPAT, propriétaire de divers lots dans l'immeuble de la copropriété.

Le syndicat des copropriétaires dudit immeuble était représenté depuis plusieurs années par le Cabinet PROGESCO intervenant en qualité de syndic.

Le mandat de celui-ci avait été renouvelé par assemblée générale du 9 mars 2015 pour une durée de 1 an.

Toutefois, le mandat de celui-ci avait pris fin en date du 8 mars 2016 sans que son renouvellement n'ait été effectué, par suite la copropriété était dépourvue de syndic.

Hélène Cauchemez-Laubeuf - Administrateur Judiciaire

J'ai été saisie de ma mission par le requérant et ai entrepris mes diligences.

Par courrier recommandé du 18 juillet 2017, j'ai demandé au cabinet PROGESCO la remise des pièces et archives de la copropriété.

Le cabinet PROGESCO m'a adressé par Mail en date du 24 juillet 2017, copie de la feuille de présence des copropriétaires et coordonnées de l'assurance de la copropriété.

J'ai notifié ma désignation à tous les copropriétaires par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 28 juillet 2017.

Il m'a été délivré le 1^{er} août 2017, ès-qualité d'administrateur provisoire de cette copropriété, une assignation en Référé aux fins de rétractation de l'ordonnance rendue le 5 juillet 2017.

Le cabinet PROGESCO a cependant conservé l'ensemble des pièces et archives de la copropriété, et ce malgré des nombreuses relances, une assemblée Générale ayant été convoquée par un copropriétaire pour le 5 septembre 2017, à l'effet de désigner un nouveau syndic.

L'assemblée générale du 5 septembre 2017 a désigné comme syndic le Cabinet CRAUNOT.

Les pièces et archives de la copropriété m'ont alors été remises par le Cabinet PROGESCO le 5 octobre 2017.

J'ai adressé aux copropriétaires les appels de fonds des 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2017. J'ai procédé au règlement des dépenses de la copropriété pour un montant de 12.367,24 €.

J'ai adressé les ordres de service nécessaires afin de répondre aux demandes des copropriétaires suite à divers sinistres intervenus.

La demande de rétractation de l'ordonnance du 5 juillet 2017 a été entendue à votre audience du 27 octobre 2017.

Par Ordonnance de Référé en date du 5 décembre 2017, il a été prononcé la rétractation de l'ordonnance du 5 juillet 2017.

J'ai reçu le Cabinet CRAUNOT en mon étude et lui ai remis les archives de la copropriété en ma possession.

Ma mission se trouve donc terminée et je tenais à vous en rendre compte avant que de soumettre ce dossier à la taxation de mes honoraires.

Je vous prie de croire, Madame le Premier Vice-Président, à l'assurance de toute ma considération.

Hélène CAUCHEMEZ-LAUBEUF

Pièces jointes:

Demande d'honoraires
Etat détaillé
Etats de frais
Compte d'administration
Copie de l'ordonnance de désignation
Copie courrier demande de pièces + mail
Copie de la notification
Copie AG du 5 septembre 2017
Copie ordonnance rétractation du 5 décembre 2017

Maît e Hélène Cauchemez-Laubeuf

37, iue La Fayette 75009 PARIS

Tel 01.40.68.70.20

Fax 01,40,68,71,94 hcl@etudecauchemez.fr

N° 1391 : COP 34/36/36 BIS BOULEVARD DE LA **REPUBLIQUE - 92100 BOULOGNE** BILLANCOURT

TGIN NANTERRE ADM-ADMCO

Toute la compta. Situation arrêtée au 05/02/2018

En cours

REF ETUDE nº: 3432

Issu du dossier n° :

Prolongé par dossier n°:

Archivage:

Date. Jugmt:

05/07/2017

Fin de mission:

05/07/2018

Retraits CAT

0.00

0,00

Clôturé le :

Mandat: ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE LA COPROPRIETE

CUMULS au 27/07/2017

Adresse: 34/36/36 bis Avenue de la République

Procédure: ADMINISTRATION

92100 Boulogne Billancourt

Tribunal: TGIN, NANTERRE

Créat dossier: 17/07/2017

N° Greffe: Bas: 2017/267

SIRET: P00000000000000 RCS: Situation antérieure Dépôts CAT

0,00 Solde CAT:

Rec. ANTER 0.00 Disponible:

Dép. ANTER 0,00

0.00

		12.00			THE STATE OF THE S			p	0.3990		
							<<< Pas de report >>>	0,00	0,0	0	* =non rapproch
Op	Saisie	Cpte	Date	N° Pièce	Validation	Libellé		Recettes	Dássasas	Ventil.	Solde progressif
REC	65192	CR	27/07/17			DE PROGESCO	: (CPTE SDC 36 BD DE LA REPUBLIQUE) BALE DU 27/07/2017	1 500,00	Dépenses	analyt. +PRHONO	1 500,00
LC	65197	CR	31/07/17	2005946	56526	A COPY TOP LE	PELETIER : DEVIS N° 3420 DU 31/07/2017 ORDO DESIGNATION)		30,67	-DEPDIV	I 469,33
DEP	65212	CR	08/08/17	FD_170804	56541	Access to the second	07/2017 au 04/08/2017		477,68	OEB	991,65
DEP	66297	CR	06/09/17	FD_170905	57060	Frais TTP du 05/0	08/2017 au 05/09/2017		2,52	A DEB	989,13
IPR	67557	CR	04/10/17	IPR_201710 04094141	57605	Int. répartis du 01	/07/2017 au 30/09/2017	1,52		+IREP	990.65
BRC	68713	CR	12/10/17	6000459	58215	DE PROGESCO : SDC 36 BD DE L	DE ACOMPTE SOLDE CREDITEUR(CPTE A REPUBLIQUE)	3 496,20		+TRESO	4 486.85
LC	68988	CR	25/10/17	2006492	58432	A DANIEL MORA	IS: SALAIRE SEPT17 (REMPLACEMENT)	L	942,58	SALAIR	35+1,27
LC	68989	CR	25/10/17	2006493	58433	A GRACINDA DO SALAIRE OCTOB	S DORES NEVES CACAO : ACOMPTE BRE 17	001	1 000 00	ALAIR	2 544,27
LC	69007	CR	26/10/17	2006497	58441	A GRACINDA DO SEPT17	S DORES NEVES CACAO : SALAIRE	00 142	(78,55	SALAIR	2 465,72
DEP	69146	CR	06/11/17	FD_171106	58627	Frais TTP du 06/1	10/2017 au 06/11/2017		138,78	FDEB	2 326,94
LC	70236	CR	10/11/17	2006612	58860	A LES MESSAGE	RS : FACT 20105957 DU 31/10/17		55,08	EPDIV.	2 271.86
BRC	70285	CR	13/11/17	6000468	58900			1 560,00		+ADF	3 331,86
BRC	70286	CR	13/11/17	6000468	58901			1 132,50		+ADF	4 964.36
BRC	70289	CR	13/11/17	6000468	58902			1 560,00		+ADF	6 524,36
BRC	70290	CR	13/11/17	6000468	58903			1 447,50 /		+ADF	7 971,86
BRC	70291	CR	13/11/17	6000468	58904			1 110,00 /		+ADF	9 081,86
BRC	70292	CR	13/11/17	6000468	58905			1 132,50 /		+ADF	10 214.36
BRC	70293	CR	13/11/17	6000468	58906			795,00 🖊		+ADF	II 009.36
BRC	70294	CR	13/11/17	6000468	58907			825,00 /		+ADF	11 834,36
BRC	70295	CR	13/11/17	6000468	58908			735,00 /		+ADF	12 569,36
BRC	70296	CR	13/11/17	6000468	58909			765,00 /		+ADF	13 334,36
BRC	70297	CR	13/11/17	6000468	58910			802,50 /		+ADF	14 136,86
BRC	70323	CR	14/11/17	6000470	59056			1 447,50 /		+ADF	15 584,36
LC	70358	CR	15/11/17	2006649	58952		1260779 DU 31/7/17(415,80) ET 17(932,64)-36 REP		1 348,14	REPAR	T4 236,22
LC	70359	CR	15/11/17	2006650	58953	A ETABLISSEMEI	NTS BOTTE : FACT FA31778 DU 2/8/17-36		392,37	REPAR	13 843.85
LC	70360	CR	15/11/17	2006651	58954		CAISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES C : TAXE FONCIÈRE2017-36 REP		367,00	-IMPOT	13 476,85
LC	70361	CR	15/11/17	2006652	58955	A EDF : FACT 100 (1517,34+462,73)	064729024 DU:2/9/17-34 REP		1 980,07	EDF	11 495.78
LC	70362	CR	15/11/17	2006653	58956	A GRDF: FACT 9	6743231 DU 13/8/17-34 REP		318,12	-EDF	II 178,56
LC	70363	CR	15/11/17	2006654	58957		68001 / AXA : COTISATION ASSURANCE 9/17-STE SDC C0134(296,35)+SDC 5 REP		911,26	-ASS	10 267,40
LC	70371	CR	15/11/17	2006660	58962	A NSA : A FACT D			887,84	ENTRET	9 379,56
LC	70377	CR	15/11/17	2006661	58963		RT SAS : A FACT 201736338 DU 7/11/17-36		171,55	REPAR	9 208,01
LC	70378	CR	15/11/17	2006662	58964		CE : A FACT F027149699 DU 8/6/17-30 REP		505,37	K EPAR	8 702,64
LC	70379	CR	15/11/17	2006663	58965	A BIZOT PAYSAG	GISTES : FACT F17/24614 DU 8/9/17 AINTENANCE : ESPACES VERTS 17-36 REP		484,80	ONTRAT	8 217,84
LC	70380	CR	15/11/17	2006664	58966		HE: FCAT 1466-17 DU 11/7/17		310,00	PEPAR	7 907.84

Maître Hélène Cauchemez-Laubeuf

37, rue La Fayette 75009 PARIS Tel ,01,40,68,70,20

Fax 01.40.68.71.94

hcl@etudecauchemez.fr

N° 1391 : COP 34/36/36 BIS BOULEVARD DE LA **REPUBLIQUE - 92100 BOULOGNE** BILLANCOURT

TGIN NANTERRE ADM-ADMCO

Toute la compta. Situation arrêtée au 05/02/2018

En cours

.38 Ventil, Janalyt,	★ =non rapprox
Ventil,	Solde
Ventil,	Solde
4	progressif
84°-REPAR	6 324,00
+ADF	7396,50
+ADF	8 221.50
+ADF	9 354,00
+ADF	10 111.50
25 DEB	10 072,25
00 SALAIR	9072.25
+ADF	10 632,25
+ADF	11 772,25
00 -TRESO	3 772,25
00 -TRESO	11 772.25
00 -TRESO	3 772,25
+IREP	3 784,83
94 FDEB	3714,89
82 FDEB	3 631,07
23	
S	
21 179,23 21 179,23	
3 631,07	
0,00	
3 631,07	
0,00	
3 631,07	
	+ADF +ADF +ADF +ADF +ADF +ADF -ADF -ADF -ADF -ADF -ADF -ADF -ADF -